Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 27 (1935)

Heft: 10

Artikel: La crise économique mondiale vue par le Bureau international du Travail

Autor: Wolff, W.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384030

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

rés comme sûrs piliers du mot d'ordre « pour le travail et la démocratie ». Dans d'autres cantons, tels que Zurich, Argovie et Grisons, la majorité n'est pas loin d'être atteinte et on devrait pouvoir, grâce à une propagande plus intense, obtenir là aussi la majorité des électeurs.

Nous recommandons aux organisations cantonales d'étudier attentivement la liste ci-dessus.

La crise économique mondiale vue par le Bureau international du Travail.

Par le Dr *W. Wolff.*

Dans le rapport que vient de publier le directeur du Bureau international du travail sur la politique sociale internationale au cours de l'année dernière, ce dernier s'arrête également sur le développement récent de la crise économique mondiale. Lors même que la cinquième année de crise s'est terminée sans amener l'amélioration définitive tant espérée, écrit le directeur du Bureau international du travail dans l'introduction, 1934 comparée à l'année précédente, accuse néanmoins un progrès indéniable. Dans la plupart des pays, le chômage fut en régression, la production augmenta et la situation des marchés se stabilisa. Dans les pays qui en 1933 subissaient déjà une légère amélioration, les progrès se sont accentués au cours de l'année dernière et dans certains, tout permettait d'espérer la disparition prochaine de la crise. Nulle part ne se sont produits des bouleversements sociaux et économiques tels que la révolution allemande et la crise américaine en 1933. Nous sommes donc en droit de dire que la vie économique internationale reprend son cours normal. Mais pour le bien-être général, c'est sur un autre cours encore qu'elle doit s'engager. (Et, une fois de plus la guerre menaçante compromettra le chemin parcouru. Réd.)

Pour le moment le processus d'assainissement s'accomplit superficiellement. Depuis 1933, le commerce mondial s'est à peine amélioré. D'immenses réserves de capitaux demeurent inemployés et malgré la consolidation du cours des effets de change les relations commerciales entre les pays sont encore sensiblement instables. Presque partout on continue à amasser l'argent liquide, non plus il est vrai dans la même mesure que lors de la crise bancaire américaine. Les sources de crédit internationales sont encore plus ou moins taries. Ce sont là tous des faits qui démontrent que l'on n'a pas encore grande confiance dans la durée et la garantie qu'offrent les progrès réalisés.

Si certains Etats ont gagné du terrain, c'est au détriment des autres et parmi la plupart d'entre eux l'irritation n'a fait que gran-

dir. Le fait que l'un ou l'autre des pays est parvenu à ramener le chômage à un niveau normal, est plutôt exceptionnel. Il n'en reste pas moins que de vastes milieux souffrent de la misère et du désespoir. La plupart des hommes avancent péniblement et craintivement. Le monde n'a pas encore grande confiance dans le nouveau système économique qui est en train de se former, et les réformes récentes qui se sont produites dans la politique sont encore moins faites pour lui fournir la garantie d'une ère de paix et de tranquillité. Le soupir de soulagement poussé à fin 1934 devant les tentatives de rapprochement des peuples et la liquidation du problème de la Sarre reflète nettement l'incertitude et l'angoisse générale, qui ont toujours été les principales entraves à une reprise de la vie économique.

L'année 1935 a donc débuté dans de vagues espoirs, avivés par la détente politique et par certains progrès économiques intermittents. On semble, en même temps, mieux se rendre compte qu'autrefois du chemin qu'il reste à parcourir et des graves entraves qui s'opposent à une ranimation générale de l'économie. Tous les progrès réalisés jusqu'ici sont en général le fruit d'efforts tentés sur le terrain national et leurs répercussions sont limitées à chaque pays respectif. Par contre, très peu de choses ont été faites pour ranimer le trafic international des marchandises et de l'argent, ce qui est cependant indispensable à des mesures d'assainissement efficaces. En effet, au cours de l'été dernier, certains signes permettaient de se rendre compte que le mouvement ascendant avait pris fin, ce que l'on peut attribuer au fait que chaque pays a atteint la limite de ses possibilités et moyens et que seule la reprise des relations économiques mondiales offre des chances de nouveaux progrès.

Au cours de la quatrième année de crise déjà, la confiance fatale dans l'efficacité salutaire des lois économiques existantes disparaissait partout pour faire place au désir de voir la collectivité agir méthodiquement. Sous la pression de l'opinion publique les pays abandonnèrent l'un après l'autre le principe du « laisser aller » afin de mettre un terme à la crise sans cesse plus alarmante qui anéantissait les moyens d'existence et par là tout l'édifice social. C'est ainsi que les Etats instituèrent le contrôle monétaire, qu'ils firent de vastes projets de travaux publics, créèrent de nouvelles entreprises industrielles sur des plans élaborés par l'Etat, et souvent payés par les deniers de l'Etat, surveillèrent et dirigèrent la production agricole et les débouchés, assurèrent la surveillance du commerce extérieur et luttèrent contre le chômage avec l'aide des deniers publics. Il vaut la peine de souligner l'importance de cette nouvelle attitude à l'égard des problèmes économiques et sociaux adoptée tout d'abord par l'Allemagne, le Japon, la Suède, la Russie des Soviets et les Etats-Unis et qui est en train de gagner du terrain dans d'autres pays comme l'Argentine, l'Australie et la Grande-Bretagne. Elle représente une rupture nette entre la théorie

et la pratique du passé, elle prouve que la crise a amené le monde à un tournant qu'il ne peut éviter. On s'est rendu compte que la destruction de la sécurité économique et sociale à laquelle la société moderne était habituée ne pouvait pas être poursuivie sans danger pour cette dernière. Il faut considérer les conditions de vie acquises comme un minimum qu'il convient de défendre à tout prix et et non pas comme un bienfait des temps prospères auquel on peut renoncer sans récriminer dès que la conjoncture s'aggrave. En d'autres termes, l'ancienne économie libérale n'a guère de chance d'être tolérée plus longtemps si elle n'est pas en mesure d'offrir une garantie contre une régression sociale. Si elle ne le fait pas, c'est à l'Etat qu'il appartiendra d'intervenir pour le bien-être de la communauté, et avant tout pour sauver l'agriculture et l'industrie particulièrement menacées par la crise.

Les événements des douze derniers mois ont confirmé cette transformation. Dès que les prémices d'une amélioration de la situation se sont fait sentir cette volonté tendue vers une action solidaire, méthodique, s'est faite plus insistante. La véritable sécurité de l'Etat ne semble plus actuellement dépendre uniquement de l'inviolabilité de ses frontières, mais également de la possibilité de la part du gouvernement d'assurer une existence raisonnable et suffisante à toutes les classes de citoyens. A ce propos un écrivain américain dit avec beaucoup d'à propos: « La garantie de l'existence de ses citoyens est actuellement une tâche aussi importante pour l'Etat que la défense de l'indépendance nationale ». Dans les pays où l'Etat n'a pas accompli cette tâche l'unité nationale a été mise en danger, l'ordre légal bouleversé et des armées privées, telles qu'on n'en avait pas vu depuis le XVIIe siècle, ont été mises sur pied.

Tous ces différents phénomènes démontrent clairement de quelle manière la civilisation se débat actuellement pour le maintien des conquêtes spirituelles et matérielles qu'elle considère comme les conséquences sine qua non d'une existence humaine digne de ce nom. Autrefois, la capacité de résistance de l'édifice social devant les difficultés économiques était presque illimitée du fait que l'on considérait le chômage, les privations et la misère comme un destin inéluctable. Actuellement l'endurance de l'humanité est beaucoup plus vite épuisée du fait que l'on considère dans une certaine mesure, comme un droit, divers besoins dans le domaine de l'hygiène et les conquêtes des temps nouveaux, droit que la communauté coalisée devrait défendre.

Cet appel à l'entr'aide de l'Etat est renforcé par le fait notoire que la misère actuelle n'est pas due à un échec de la nature, mais qu'il faut bien plus l'attribuer à l'impuissance dans laquelle se trouve l'humanité de répartir les fruits de la nature à ceux qui en ont besoin. Autrefois, on ne pouvait remédier aux crises dues à la sécheresse, aux inondations ou à la peste qu'en répartissant aussi judicieusement que possible les réserves de produits alimentaires que l'on avait pu sauver du désastre. Aujourd'hui, on a résolu

le problème de la pénurie scientifiquement et en rassemblant les réserves mondiales. Il n'y a pas seulement à manger en suffisance pour tous, mais si l'on tient compte des besoins indispensables du consommateur, il y a même excédent de produits alimentaires et de matières premières. Le paysan n'est pas rémunéré comme il devrait l'être pour le travail qu'il fournit, tandis que des millions d'êtres meurent de faim ou sont sous-alimentés parce que les réserves accumulées ne leur sont pas distribuées.

Les peuples se sont pénétrés de ce non-sens et ce dernier a contribué dans une forte mesure à ébranler leur confiance dans le système économique en vigueur. La raison humaine se cabre à la pensée de confier à une loi économique le soin de répartir les biens, loi qui ne pourra pas être appliquée efficacement, d'autant plus que la science et l'esprit d'organisation remportent d'éclatants succès dans d'autres domaines. Il n'y a donc rien d'insensé à attendre des gouvernements qu'ils déploient la même énergie, le même bon sens et la même attention pour satisfaire les besoins élémentaires de leurs ressortissants en fait de nourriture, de vêtement, etc., qu'ils n'en déploient pour la création de lignes aériennes, d'installations de télégraphie sans fil et de mesures pour la défense nationale.

La manifestation de ce changement profond est peut-être l'enseignement le plus important que nous ait donné la crise. Aucun gouvernement d'un Etat civilisé, quel que soit son caractère politique, ne saurait le méconnaître.

Fabriques ou colonies?

Par *Hans Schumann.*

A la suite du conflit italo-abyssin, la question coloniale s'est vue soudain remise au premier plan. Le désir de posséder de riches colonies a toujours fortement aiguillonné les nations navigatrices et il a donné lieu à maintes guerres, à d'innombrables campagnes et il a soulevé bien des haines. La chasse aux colonies a fait naître l'impérialisme que nous pensions aboli à jamais à la suite de la guerre mondiale, ou du moins le croyions-nous dirigé vers d'autres visées. La campagne de l'Italie contre l'Abyssinie remet sur le tapis, avec une nouvelle acuité, le problème de la répartition de la terre. Depuis son avènement à la dictature, Mussolini a insisté sur la nécessité d'une augmentation de la natalité et il a tout mis en œuvre pour répandre cette idée. Cette mesure a naturellement eu pour effet de décupler ce peuple profondément religieux et l'obligation de nourrir beaucoup plus de bouches sur le même espace. Mussolini, l'instigateur de cette surpopulation, se fait maintenant celui du problème du « peuple sans place ». A l'Allemagne, au Japon et à d'autres pays peut-être régis par la dictature, de